



# Le Pacte Euro Plus

## Plus pour les peuples ou plus pour la finance ?

Dans le cadre de la campagne du *Collectif isérois contre le Pacte d'austérité et pour l'Europe des peuples*, organisée par le *Front de Gauche de Meylan et du Grésivaudan*.

**Réunion débat avec  
Marie-Christine VERGIAT**  
Députée européenne du Front de Gauche

Avec les interventions de Claude Roussilhe, militant associatif (Attac) et de Pierre David, syndicaliste (CGT)

et la participation de représentants d'organisations membres du Collectif

**Mardi 14 Juin 2011 à 20 heures**

**Salle Décibeldonne à Meylan**

Avenue de Chaumechaude - Bus 31 - arrêt Les Béalières  
Sortie Meylan-Inovallée depuis l'autoroute ou la rocade sud

**Collectif contre le Pacte d'austérité et pour l'Europe des peuples :**

Attac-Isère, les Alternatifs, Antigone, EE-les Verts, la FASE 38, la FSU, GU, PAG 38, PCF, PCOF, PG, Solidaires, UD-CGT, les collectifs Front de Gauche de Meylan et du Grésivaudan...

contact : fdg.cantonmeylan@orange.fr - 14, allée de la Roselière à Meylan

## L'austérité pour tous, au mépris de la démocratie

La Commission européenne, à la demande d'Angela Merkel et de Nicolas Sarkozy, et avec l'accord des Chefs d'État et de gouvernement de la zone euro et d'autres, vient de concevoir le « **Pacte de compétitivité** » renommé « **Pacte pour l'Euro** » puis « **Pacte Euro Plus** », qui sous prétexte de sauver l'euro et de résorber la dette publique, poursuit deux objectifs :

- ✓ Imposer des politiques d'austérité et de régression sociale à l'ensemble des pays de la zone euro et au-delà, aux autres membres de l'UE qui le décideront
- ✓ Porter une nouvelle atteinte à la souveraineté populaire nationale et à la démocratie, par un transfert de pouvoir vers la Commission et le Conseil, en matière économique, fiscale et sociale.

**Ce pacte a été approuvé par les Chefs d'État et de gouvernement lors du Conseil européen des 24 et 25 mars 2011.**

**Ainsi seront imposés :**

- ✓ La baisse des salaires (avec un encadrement des négociations sociales) et celle des « charges » sociales
- ✓ De nouvelles régressions de la protection sociale (retraites, santé, ...), le recul de l'âge de départ à la retraite
- ✓ Une nouvelle série de libéralisations, la poursuite de la casse des services publics, ...
- ✓ La précarité - flexisécurité - sera « promue »
- ✓ Les contraintes du pacte de stabilité (rigueur budgétaire) inscrites dans les constitutions nationales (en France, le Congrès serait convoqué pour juillet !)
- ✓ Les parlements mis sous tutelle, ...

**Les peuples et les salariés d'Europe seront encore plus mis en concurrence, entre eux et avec ceux du monde entier, dont nos « partenaires stratégiques » (Chine, Corée, Inde, Brésil ...)**

**Ce pacte est encore plus libéral et plus autoritaire que le traité de Lisbonne**

Il a suscité une vive réaction du congrès de la CES (Confédération européenne des syndicats) qui a adressé aux ministres des finances une motion d'urgence, dans laquelle il demande l'exclusion de toute sanction en matière de politique salariale, et lance cet appel solennel : « **Les coûts de main-d'œuvre directs et indirects ne sont pas de la compétence de la Commission et du Conseil, déterminer les objectifs salariaux et adapter les mécanismes de formation des salaires est notre affaire, pas celle des responsables politiques européens** ».

**Le Congrès français (Parlement et Sénat) doit refuser sa mise sous tutelle.  
Les peuples doivent exiger une autre politique européenne.**